



## Eviction de J.M. Bockel La Françafrique, on l'aime ou on la ferme

Communiqué, le 21 mars 2008

**Le dessaisissement de Jean-Marie Bockel du portefeuille de Secrétaire d'Etat à la Coopération, dans le cadre du remaniement ministériel post-municipales, est une véritable sanction à l'encontre de celui qui avait annoncé en janvier dernier vouloir « signer l'acte de décès de la Françafrique ». Dans une dépêche de l'AFP du 19 mars, un ministre affirmait qu'il n'excluait pas « qu'il y ait eu des pressions, notamment d'Omar Bongo (président du Gabon), pour faire partir Bockel du Quai d'Orsay », ce que confirmait une source proche du pouvoir gabonais : « Libreville a bien demandé un changement de tête à la Coopération » (AFP, 20 mars). En cédant aux pressions du dictateur gabonais, co-auteur de facto de ce remaniement ministériel, Nicolas Sarkozy pose ici un nouvel acte français confirmant une nouvelle fois, si besoin en était, la perpétuation de pratiques vieilles de 50 ans.**

Après avoir passé dix mois au Secrétariat d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Jean-Marie Bockel vient d'être « déplacé », le 19 mars, au Secrétariat d'Etat à la Défense et aux Anciens combattants. Cette « sanction » constitue un nouvel épisode dans la vie de la famille françafrique.

Déjà, en janvier dernier, le président Bongo avait appelé son ami Nicolas Sarkozy pour lui faire part de son mécontentement au lendemain du discours de J.M. Bockel, s'auto-désignant ainsi comme un des dictateurs corrompus visés par le Secrétaire d'Etat.

Plus récemment, c'est la diffusion dans les médias français (*Le Monde* du 31 janvier et *France2* le 3 mars) de sujets sur son immense patrimoine immobilier acquis en France grâce au détournement de l'argent public gabonais qui a amené le despote gabonais à rappeler les intérêts français au Gabon à l'ordre.

La « rétrogradation » de Jean-Maire Bockel trouve incontestablement son origine dans ce discours prononcé en janvier par ce dernier dans lequel il rappelait le président français à ses engagements et l'appelait à accélérer la « rupture » promise avec la Françafrique.

Car c'est bien Nicolas Sarkozy lui-même qui avait évoqué, à plusieurs reprises, qu'il fallait « débarrasser [les relations franco-africaines] des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent » (discours de Cotonou au Bénin en mai 2006), et que « nous ne soutiendrons ni les dictatures, ni les pays dirigés par des régimes corrompus » (programme électoral de l'UMP en 2007).

L'illusion n'a toutefois pas duré longtemps, aux vues du rapide retournement de veste de Nicolas Sarkozy depuis son accession à la Présidence de la République : les visites officielles et accolades amicales avec les principaux dictateurs du continent : Bongo (Gabon), Sassou Nguesso (Congo-B.), Khadafi (Libye), Déby (Tchad) et autre Biya (Cameroun), défenseurs fidèles des intérêts privés français en Afrique (Total, Bolloré, Bouygues, etc.) ; le caractère « politique » du classement sans suite injustifié d'une plainte de trois associations dont Survie sur les « biens mal acquis » en France de plusieurs dictateurs africains ; et l'intervention militaire emblématique de la France au Tchad pour sauver le régime d'Idriss Déby, sont autant d'actes d'une politique qui entend se perpétuer.

En accédant à la demande du président gabonais d'écarter l'indiscipliné Secrétaire d'Etat, Nicolas Sarkozy solde définitivement ses promesses de rupture avec la Françafrique réduisant par ailleurs considérablement la portée et la crédibilité de ses annonces faites en Afrique du Sud. L'hypocrisie atteint des sommets, dans un jeu qui s'inscrit dans la logique d'un système qui prévaut à l'échelle internationale, qu'il faut corriger en profondeur.

Dans ce contexte, quelle sera la position du nouveau Secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet ? Et qu'elle sera l'attitude de J.M. Bockel en tant que Secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens combattants ? La fidélité aux convictions qu'il a publiquement affirmées, ou un retour dans les rangs ?

Toujours est-il qu'à l'examen des événements, on ne peut que constater que la Françafrique, que d'aucuns voient déjà morte, a certainement encore de beaux jours devant elle. Elle reste un des éléments clefs d'un système destructeur à l'œuvre.

Contact presse : Olivier THIMONIER [olivier.thimonier@survie-france.org](mailto:olivier.thimonier@survie-france.org) Tél. : 01 44 61 03 25